

... “ Ce projet n’a pas de logique ”

À la demande d’agents des finances publiques, plusieurs syndicats se sont fédérés pour organiser, hier, à Blois, une journée d’action revendicative face au projet de restructuration. « Les agents sont en colère et inquiets. On nous annonce une concertation de quatre mois mais celle-ci est déjà tronquée par les vacances d’été en juillet et août », regrette l’intersyndicale.

Pour faire bouger les lignes, les agents entendent sensibiliser les élus et les usagers. « Qui dit moins de services publics dans une commune, dit moins d’attractivité. Avec la fermeture de trésoreries, il n’y aura plus que des permanences ponctuelles et sur rendez-vous dans des Maisons de service au public ou dans des mairies. Et si on s’aperçoit qu’il n’y a pas assez de monde à un endroit, on supprimera ces permanences. On



Près d’une centaine d’agents des finances publiques ont manifesté hier, à Blois, pour montrer leurs inquiétudes face à cette restructuration annoncée.

vide les milieux ruraux de leur substance. Tout le monde n’a pas Internet ou ne sait pas forcément bien l’utiliser. »

L’intersyndicale pointe du doigt quelques aberrations à

ses yeux dans cette réorganisation. « A la place de la trésorerie de Mer, ouverte actuellement au public tous les matins, sera installé le pôle de contrôle basé à ce jour à Blois et chargé

de s’occuper des dossiers de patrimoine, de successions... Cela n’a aucun intérêt pour les habitants de Mer et du secteur, car ce service ne sera pas ouvert aux usagers. Le service des impôts des entreprises, aujourd’hui installé à Vendôme, Blois et Romorantin, va fermer dans les sous-préfectures et tout sera regroupé à Blois. Ce projet n’a pas de logique. »

D’après les syndicats, un quart des agents des finances publiques vont devoir bouger ou changer de missions. « On va dire à une personne qui a déjà construit sa vie quelque part d’aller travailler à 30 km de chez elle. Il est où le bien-être des agents ? Cette restructuration va coûter un pognon de dingue pour le bien de personne, ni des usagers, ni des collectivités, ni des entreprises, ni des agents. »